

## **Iran : le CPJ et RSF alertent sur la coupure d'Internet depuis 83 jours utilisée pour masquer la répression contre la presse**

Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) et Reporters sans frontières (RSF) sont profondément alarmés par la coupure nationale d'Internet toujours en cours en Iran, qui [prive les journalistes](#) du pays de tout contact avec le reste du monde depuis maintenant 83 jours consécutifs. Ce qui avait commencé comme une tentative de [contrôle de l'information](#) est devenu une attaque prolongée contre la liberté de la presse et une lutte quotidienne pour les reporters locaux qui tentent de travailler dans le pays.

Selon le service de surveillance indépendant [NetBlocks](#), cette coupure entre désormais dans sa 12e semaine, ce qui en fait [la plus longue et la plus sévère](#) jamais enregistrée dans le pays. Le CPJ et RSF avertissent que ce rempart numérique a transformé l'Iran en un trou noir de l'information, délibérément créé par les autorités pour [dissimuler une campagne silencieuse](#) et implacable visant à réduire au silence les journalistes indépendants par l'intimidation.

*“En coupant l'accès à Internet pendant près de trois mois, le gouvernement iranien a créé un vide opérationnel terrifiant dans lequel la presse est privée de sa défense la plus élémentaire : l'attention du public. Nous assistons à une tentative délibérée de rendre invisibles à l'extérieur du pays le harcèlement, les menaces et les arrestations arbitraires visant les journalistes locaux – et ce faisant, de priver le public de son droit fondamental à être informé.”*

### **Sara Qudah, directrice régionale du CPJ**

Pour les rares reporters indépendants et rédactions qui tentent encore de travailler en Iran, le blocage de l'accès à Internet rend les reportages sûrs et fiables presque impossibles. Privés d'applications de messageries sécurisées ou même de connexion fiable, les journalistes ne peuvent ni contacter leurs sources en sécurité, ni vérifier des informations sur le terrain, ni transmettre leurs articles à l'étranger. Cette coupure ne rend pas seulement le travail plus compliqué : elle protège les autorités de toute surveillance.

*“Le trou noir informationnel imposé par le régime iranien étouffe le pays, ses journalistes et ses citoyens. En coupant Internet, en surveillant ce qu'il reste des activités en ligne des journalistes et en continuant de menacer les professionnels des médias, le régime plonge le pays dans l'obscurité, se protégeant de toute responsabilité. Le public iranien, tout comme la communauté internationale, ont droit à une information libre, fiable et pluraliste en provenance de ce pays. Cette coupure d'Internet constitue une attaque contre ce droit et doit être levée immédiatement.”*

### **Jonathan Dagher**

### **Responsable du bureau Moyen-Orient de RSF**

Ces derniers mois, les autorités ont discrètement arrêté, menacé et convoqué des journalistes [à travers tout le pays](#), sachant que ces abus passeraient [inaperçus et ne seraient pas signalés](#). En privant la population d'accès à Internet, le gouvernement a réduit les citoyens au rôle de simples observateurs de leur propre pays, tout en retirant aux journalistes leur seule véritable protection : l'attention du public et le soutien international.

Avec cette [coupure](#) d'Internet, il est extrêmement difficile de savoir ce qu'il se passe pour les organisations internationales de défense de la liberté de la presse. Pour le CPJ comme pour RSF, confirmer les arrestations, vérifier la sécurité des professionnels des médias et documenter les attaques, est devenu plus difficile que jamais.

Ce vide informationnel est particulièrement dangereux pour les [journalistes emprisonnés](#) en Iran, tel que le journaliste irano-américain [Reza Valizadeh](#), toujours détenu dans la prison d'Evin à Téhéran. Avec des communications restreintes, on sait peu de choses sur leur état de santé ou leur situation judiciaire, et les organisations internationales ne peuvent pas intervenir efficacement pour les protéger.

Le CPJ et RSF appellent de toute urgence les autorités iraniennes à :

- rétablir immédiatement un accès complet à Internet dans tout le pays et lever toutes les restrictions numériques ;
- mettre fin aux menaces permanentes, au harcèlement judiciaire et à la détention arbitraire des journalistes exerçant leur métier ;
- libérer immédiatement tous les journalistes emprisonnés en raison de leur travail et permettre aux observateurs internationaux d'évaluer les conditions de santé et de sécurité de chaque professionnel des médias incarcéré.

Le monde ne peut rester passif et laisser l'obscurité numérique servir de couverture pour réduire la presse au silence. Le CPJ et RSF appellent les instances des Nations unies chargées des droits humains, ainsi que les gouvernements du monde entier, à demander des comptes à Téhéran pour ces violations sans précédent.